

Interview

«Après le 9 février, nous devons reprendre l'offensive syndicale»

C'est une femme qui, pour la première fois, préside la faïtière syndicale. Manuela Cattani parle du 9 février et de la suite

Eric Budry

Manuela Cattani est secrétaire générale du Syndicat interprofessionnel des travailleurs (SIT). Depuis le 4 septembre, elle est également présidente de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), la faïtière des syndicats genevois. Si son élection à cette fonction n'est pas une surprise (elle était jusque-là vice-présidente), il aura tout de même fallu attendre 62 ans pour qu'une femme tienne ce rôle dans le monde syndical genevois.

Manuela Cattani, est-ce pour vous important qu'une femme préside la CGAS?

Nous avons à Genève des syndicats qui sont à la pointe de la lutte en faveur de l'égalité, mais il a quand même fallu attendre 2014 pour que cela arrive... En réalité, cela me semble naturel et logique que des femmes aient leur place au comité de la faïtière. Ce qui m'importe, c'est de rendre service à la cause de la défense des travailleurs.

Quel est le rôle de la présidence?

À l'interne, il s'agit de garantir l'unité, de permettre à chaque membre de la CGAS de pouvoir exprimer sa sensibilité. Mais c'est un travail collectif. Vis-à-vis de l'extérieur, la présidence assume le rôle de porte-parole, notamment face aux médias, en ce qui concerne les sujets syndicaux transversaux.

Quels sont les principaux dossiers qui occuperont les syndicats ces prochains mois?

Il faut tout d'abord parler du cadre général. L'acceptation le 9 février de l'initiative de l'UDC «Contre l'immigration de masse» a tout modifié. Notre inquiétude, c'est de constater qu'une partie des travailleurs et des milieux populaires a suivi les discours des milieux po-



Manuela Cattani souhaite notamment mener campagne contre l'initiative Ecopop. OLIVIER VOGELSANG

«Migrants, frontaliers ou Suisses, les salariés doivent avoir des droits et les mêmes conditions de travail et de salaire. Les discriminations ne profitent qu'au patronat»

Manuela Cattani
Présidente de la CGAS

pulistes et xénophobes. Nous devons revoir tous nos fondamentaux et reprendre l'offensive syndicale. En commençant par mener campagne contre la très dangereuse initiative Ecopop, qui sera soumise au peuple le 30 novembre. L'économie peut peut-être s'accommoder de l'initiative UDC ou d'Ecopop, mais pas les travailleurs. Migrants, frontaliers ou Suisses, les salariés doivent avoir des droits et les mêmes conditions de travail et de salaire. Les discriminations ne profitent qu'au patronat. C'est ce discours que nous voulons imposer maintenant dans le débat.

De quelle manière?

En dénonçant les abus patronaux et la sous-enchère salariale, en luttant pour le maintien et le développement des mesures d'accompagnement, en augmentant les sanctions contre les employeurs abusifs. Et aussi en exigeant un changement de cap sur le plan de l'emploi et de la lutte contre le chômage, comme le propose le projet

de loi en matière d'emploi et de chômage que nous avons déposé devant le Grand Conseil avec les partis de gauche.

Que propose-t-il?

Il s'articule en trois volets. Tout d'abord un programme cantonal de création de vrais emplois d'utilité publique, qui remplacerait les emplois de solidarité. Car la meilleure manière de combattre le chômage reste de créer de l'emploi. Un deuxième volet propose un soutien personnalisé à la recherche d'emploi assorti d'une compensation financière, ainsi que le droit à la formation. Quant au troisième volet, il demande au Conseil d'Etat de prendre langue avec Berne afin que les travailleurs frontaliers puissent toucher les indemnités chômage en Suisse.

Quels sont vos arguments pour demander cela?

Les frontaliers paient leurs cotisations chômage en Suisse, mais ne peuvent bénéficier des prestations s'ils perdent leur travail à Genève.

Eysins veut apaiser la circulation au village

La Commune demande un crédit de 1,2 million pour dissuader le trafic de transit, revoir les espaces publics et sécuriser les liaisons douces

Traversé par la route à fort trafic Nyon-Crassier et situé à la sortie nord-ouest de la ville de Nyon, le village d'Eysins (VD) souffre de problèmes de circulation, de nombreux automobilistes n'hésitant pas à couper à travers la commune pour faire plus court.

L'Exécutif a donc décidé de prendre des mesures concrètes au niveau de l'aménagement routier. Une première étape de travaux a déjà eu lieu. Jeudi prochain, la Municipalité demandera au Conseil communal de lui accorder un nouveau crédit de 1,2 million de francs pour compléter son projet.

Les réaménagements prévus par l'Exécutif sur la Grand'Rue, notamment l'adaptation de son gabarit et la création d'un trottoir côté lac, permettront de donner à cette artère un caractère villageois. Une identité à laquelle les habitants tiennent beaucoup, ne voulant surtout pas se faire absorber par leur voisine nyonnaise.

Zones 30 km/h

L'ensemble des rues sera traité selon les principes applicables aux zones 30 km/h, soit avec une suppression des marquages, une généralisation du double sens de la circulation et la priorité de droite systématique. Des éléments de modération de la vitesse seront aménagés aux endroits stratégiques. Dans un horizon assez court, la Municipalité d'Eysins espère officialiser la mise en place de la zone 30 km/h au centre du village.

Précisément, le projet de la Commune prévoit une rénovation complète du carrefour situé entre la Grand'Rue et celle du Vieux-Collège, la pérennisation des arrêts de bus, la création d'un trottoir côté nord de la rue du Vieux-Collège et le réaménagement complet du parking communal le long de cette rue.

Yves Merz

PUBLICITÉ

Tribune de Genève

Partenaire média

Genève internationale, Genève solidaire ?

Débat public organisé par la Fédération genevoise de coopération (FGC) en partenariat avec la Tribune de Genève.

Avec

Carlo SOMMARUGA conseiller national (Parti Socialiste)

Eric LEYVRAZ député au Grand Conseil (UDC)

Guy METTAN député au Grand Conseil (PDC)

Dominique ROSSIER chargée d'enseignement, IHEID

Maribel RODRIGUEZ secrétaire générale de la FGC.

Animé par **Denis ETIENNE** rédacteur en chef adjoint de la Tribune de Genève.

Mercredi 8 octobre 2014, 19h30, Uni Dufour (U 259, 2e étage), entrée libre

Ce débat contradictoire s'inscrit dans une série d'actions publiques, autour de la **Journée Genève solidaire** du 4 octobre. Plus d'infos sur www.fgc.ch

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

Contrôle qualité

Biographie

Tessinoise d'origine, Manuela Cattani vit à Genève depuis 1982. Elle a une formation universitaire en sciences de l'éducation et en sciences politiques. Secrétaire syndicale au SIT depuis 1991, elle a été en charge du secteur de la santé publique, puis de celui des services publics. Cosecraire générale du syndicat depuis 2010, Manuela Cattani en est la secrétaire générale à partir de décembre 2013. En 2011, elle devient vice-présidente de la CGAS. Elle accède à la présidence le 4 septembre 2014. **E.BY**

Action de solidarité

Récolte de fonds Lancée pendant la Coupe du monde de football, l'action Un but, un franc a récolté plus de 13 000 francs, qui seront remis à l'association Sorriso No Morro. Celle-ci s'occupe d'enfants défavorisés à Rio. **CH.D.**

PUBLICITÉ

Tribune de Genève

Partenaire média

UPS | AGVS

10-12 OCTOBRE 2014
Halle 6 - entrée gratuite

SALON DE LA VOITURE D'OCCASION

Tribune de Genève | one | AUTO SCOUT 24 | ESA